

# **Service administratif des tribunaux judiciaires**

*Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction  
englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers*

**2022-2023**

TABLE DES MATIÈRES

- 1 INTRODUCTION..... 1
- 2 SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS .....2
  - 2.1 Gestion du contrôle interne .....2
  - 2.2 Ententes de services relatives aux états financiers .....2
- 3 RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2021-20224
  - 3.1 Contrôles clés nouveaux ou considérablement modifiés.....4
  - 3.2 Programme de surveillance continue..... 5
- 4 PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES.....7
  - 4.1 Plan de surveillance continue cyclique.....7

# 1 INTRODUCTION

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers, de même que de l'information sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Vous trouverez des renseignements détaillés sur les autorisations, le mandat et les responsabilités essentielles du SATJ dans le *Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023* et le *Plan ministériel 2023-2024*.

## 2 SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS

### 2.1 Gestion du contrôle interne

Le SATJ est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne est en place et englobe :

- Des structures de responsabilisation organisationnelle en lien avec la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle ;
- Un code de valeurs et d'éthique ;
- La communication et la formation, selon les besoins, concernant les exigences législatives, et les politiques et les procédures, visant à assurer une saine gestion des finances et des contrôles financiers ;
- Une surveillance de la gestion du contrôle interne et des mises à jour régulières à cet égard, ainsi que la présentation des résultats d'évaluation connexes et des plans d'action à l'administrateur général, à la haute direction et au Comité ministériel d'audit.

Le Comité ministériel d'audit fournit des conseils à l'administrateur général sur la pertinence et le fonctionnement des cadres et des processus ministériels de gouvernance, de contrôle et de gestion des risques.

### 2.2 Ententes de services relatives aux états financiers

Le SATJ compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit :

#### ***Ententes pour la prestation de services communs***

- Services publics et Approvisionnement Canada est responsable de la gestion centralisée de la rémunération et de l'approvisionnement en biens et en services conformément à ses pouvoirs, et fournit des services de gestion des locaux;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada assure la gestion centralisée du paiement de la part des cotisations de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- Le ministère de la Justice Canada dispense des services juridiques au SATJ, au besoin;
- Services partagés Canada fournit un minimum de services d'infrastructure des technologies de l'information (TI) au SATJ dans les domaines des centres de données et les services de réseau en raison du principe de l'indépendance judiciaire. La portée et les responsabilités sont traitées dans un accord interministériel entre Services partagés Canada et le SATJ.

Les lecteurs de la présente annexe peuvent consulter les annexes des ministères susmentionnés pour mieux comprendre les systèmes de contrôle interne en matière de rapports financiers portant sur ces services en particulier.

### 3 RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2022-2023

Le tableau suivant résume l'état des activités de surveillance continue d'après le plan de surveillance continue cyclique de l'exercice précédent.

#### Progrès au cours de l'exercice 2022-2023

Plan de surveillance continue cyclique de l'exercice précédent pour l'exercice en cours	Situation
Immobilisations corporelles	En raison du retard dans la mise en œuvre du nouveau module sur les actifs, prévue pour le deuxième trimestre de 2023-2024, les tests de conception de ce processus opérationnel ont été lancés en juin 2023.
Planification, budgétisation et prévisions	Les tests opérationnels sont terminés ; les mesures correctives ont commencé.
Planification des investissements	Les tests opérationnels sont terminés ; les mesures correctives ont commencé.
Établissement des coûts	Les tests opérationnels sont terminés ; aucune déficience n'a été constatée.
Attestation du dirigeant principal des finances (inclut pour les présentations au Cabinet)	Les tests opérationnels sont terminés ; aucune déficience n'a été constatée.

Les principales constatations et adaptations requises d'après les activités d'évaluation de l'exercice en cours sont résumées ci-après.

#### 3.1 Contrôles clés nouveaux ou considérablement modifiés

Au cours de l'exercice actuel, le SATJ n'a pas mis en place de contrôles clés nouveaux ou modifiés de manière significative.

#### 3.2 Programme de surveillance continue

Dans le cadre de son plan de contrôle par rotation, le SATJ a achevé les tests opérationnels pour les processus opérationnels de planification, de budgétisation et de prévision, de planification des investissements, de calcul des coûts et d'attestation du CFO. Dans l'ensemble, les contrôles clés qui ont été testés ont fonctionné comme prévu, les mesures correctives requises étant les suivantes:

Planification, budgétisation et prévisions	Dans la lettre de recommandations pour le processus de planification, budgétisation et prévision, une mesure corrective doit être mise en œuvre. La réponse de la direction et le plan d'action sont déjà en place.
--	---

Planification des investissements	Dans la lettre de recommandations pour le processus de planification des investissements, une mesure corrective doit être mise en œuvre. La réponse de la direction et le plan d'action sont déjà en place
Établissement des coûts	Dans la lettre de recommandations sur l'évaluation des coûts, aucune déficience n'a été identifiée.
Attestation du dirigeant principal des finances (inclut pour les présentations au Cabinet)	Dans la lettre de recommandation de l'attestation du CFO, aucune déficience n'a été identifiée.

## 4 PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES

Le plan de surveillance continue en cours pour les trois prochains exercices est présenté dans le tableau suivant, et comporte des éléments de contrôle interne en matière de gestion financière (CIGF) afin de se conformer aux exigences de la Politique sur la gestion financière. Le plan de surveillance continue est fondé sur ce qui suit :

- une validation annuelle des processus et contrôles à risque élevé;
- des ajustements connexes au plan de surveillance continue, s'il y a lieu.

### 4.1 Plan de surveillance continue cyclique

	Secteur de contrôle clé	Année financière 2023-2024	Année financière 2024-2025	Année financière 2025-2026
<b>CIRF</b>	Contrôles au niveau de l'entité		Surveillance	
	Contrôles généraux des technologies de l'information		Surveillance	
	Approvisionnement au paiement		Surveillance	
	Paie et avantages sociaux		Surveillance	
	Comptes de dépôt		Surveillance	
	Immobilisations corporelles	Documentation et mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement		
	États financiers	Surveillance		
<b>CIGF</b>	Planification, budgétisation et prévisions			Surveillance
	Planification des investissements			Surveillance
	Établissement des coûts			Surveillance
	Attestation du dirigeant principal des finances			Surveillance



Remarque : Comme le SATJ met à niveau son système financier, le plan de surveillance continu se concentre sur les processus qui changent en 2023-2024. Il est également entendu que la fonction de l'assurance de la qualité augmentera pendant la phase de stabilisation en tant que contrôle de détection, en raison des risques accrus liés à la mise en œuvre du système.